

mie, ni jouer son rôle qui consiste à permettre à chaque Canadien de voler de ses propres ailes.

La dette publique, qui est le thème le plus important de ce budget, est à mon avis une question fondamentale pour tous les Canadiens, et c'est un problème qui doit être réglé si nous voulons atteindre les buts sociaux que nous nous sommes fixés en tant que société.

Comment le Canada a-t-il accumulé une dette aussi élevée? Il l'a fait comme n'importe quelle famille ou n'importe quelle personne aurait pu le faire, soit en vivant au-dessus de ses moyens. La dette nationale est tout simplement l'addition de tous les déficits annuels. Les déficits sont simplement la différence entre les recettes du gouvernement et ce qu'il dépense.

Bien que nous ayons actuellement suffisamment de recettes pour financer nos programmes, nous avons une autre dépense qui est à l'origine du déficit et c'est le paiement des intérêts sur la dette nationale.

Il y a 20 ans, le Canada n'avait pas de déficit. Notre dette totale après un siècle de confédération n'était que de 18 milliards. Le service de cette dette était tout à fait dans nos moyens.

Pendant les années 1970 et le début des années 1980, nous avons dépensé sans compter. Quelle que soit la question, la réponse était toujours une intervention du gouvernement. C'est à cette époque qu'a commencé le problème des déficits. Au début ils étaient relativement modestes, mais comme ils augmentaient chaque année, ils finirent par être lourds.

En 1984, lorsque nous avons pris le pouvoir, la dette de 18 milliards avait atteint 200 milliards et le déficit annuel, la différence entre les recettes et les dépenses, était de plus de 38 milliards. Le Canada avait alors dans son système financier une force autonome qui menaçait de saper notre réputation de prudence et de responsabilité financière.

La triste réalité, c'est que la dette s'entretient d'elle-même. Chaque année il faut demander davantage aux citoyens pour payer les intérêts d'une dette croissante. Cela place le gouvernement sur une sorte de tapis roulant.

Il faut se demander si nous voulons laisser cette énorme dette en héritage aux générations futures? Voyons bien ce que signifie le fait de continuer, année après année, gouvernement après gouvernement, à emprunter pour payer l'intérêt sur la dette. Nous pourrions payer, dans les années à venir, pour les programmes et les politiques d'hier.

Le budget—Mme K. Campbell

Une entreprise publicitaire a fait paraître il n'y a pas longtemps dans le *Globe and Mail* une annonce dans laquelle elle faisait état des inquiétudes particulières que lui inspirait notre dette nationale. Les entreprises publicitaires savent utiliser des images saisissantes pour bien illustrer un point de vue. Je crois que l'entreprise en question a fort bien réussi à faire passer son message. Elle a montré un bébé avec un boulet au pied sur lequel était écrit «Dette nationale». C'est vrai que si nous ne faisons rien pour rembourser notre dette nationale, nous aurons mis un boulet au pied non seulement aux enfants d'aujourd'hui, mais à ceux des prochaines générations. Ces enfants paieront pendant des années à venir les programmes et les mesures que nous avons prises auparavant. Les ressources du gouvernement passeraient à rembourser les intérêts des emprunts que nous aurions contractés pour respecter nos engagements de naguère au lieu de servir à régler les problèmes de l'heure ou à relever les défis de demain.

Nous vivons dans un monde en pleine évolution, et sous bien des rapports, nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve.

L'environnement est l'un des principaux thèmes abordés dans le discours du Trône. Il y a de plus en plus de pays industrialisés qui se rendent compte que certains procédés et certaines pratiques sur lesquels repose leur économie menacent la survie de notre planète. Nous aurons des choix difficiles à faire à l'avenir.

Il faudra peut-être d'autres catastrophes écologiques pour nous décider à nettoyer l'environnement. Nous nous sommes rendu compte que nos moyens d'intervention étaient limités lors du déversement à Valdez, en Alaska. Nous aurons peut-être des choix douloureux à faire en matière de technologies, de produits et de ressources énergétiques. Ces choix, qui pourraient être nécessaires pour protéger notre environnement et notre planète, occasionneront peut-être des dépenses considérables. Imaginons la tragédie que vivraient nos enfants si les 50 ou les 35 cents sur chaque dollar qu'ils versent à leur gouvernement pour lui permettre d'effectuer ces choix dans le cadre d'un plan national étaient dévalués parce que le gros des impôts servirait à rembourser une dette nationale que leurs parents et leurs grands-parents ont contractée.

• (1120)

Nous ne pouvons pas léguer un tel héritage à nos enfants. Notre main-d'œuvre évolue. Le gouvernement a pour politique de lui fournir une formation et des occasions de perfectionnement, mais il tient aussi à ce que le secteur privé fasse sa part. Il est essentiel, cependant, que les Canadiens bénéficient de telles occasions et puissent s'instruire toute leur vie pour que nous soyons